

LEMA

LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N° 108 - Janvier 2007ko Urtarrila

MENSUEL : 2 €

**LASTER,
EUSKARAZ ERE**

**LE QUEBEC,
UNE NATION**
P.6

**NOTRE VISION
AGRICOLE**
P.10-11

**LA RECHERCHE
EN EUSKADI**
P.13

**BATTITTA
QUEHEILLE**
P.20

Zorionak - Urte berri on



L'euskara, c'est capital !

Bayonne, ville majeure du Pays basque nord conduira une nouvelle politique favorable à l'euskara et au gascon. Aitor Arandia, élu municipal EAJ-PNB de Bayonne a largement contribué à cette opération.

Quel a été votre rôle dans ce projet novateur ?

Un des objectifs majeurs de ma participation à la majorité municipale de Bayonne était de contribuer de façon significative au développement de l'euskara au sein même de l'institution municipale. Cette convention est une avancée très importante à la fois symbolique et concrète. En effet, la capitale administrative et économique du Pays Basque nord s'y engage à intégrer et développer l'usage de l'euskara dans ses outils de communication, dans ses bâtiments publics, à former son personnel, à faciliter et accompagner les projets bascophones en direction des enfants (écoles, crèches, centre de loisir etc..).

Ce résultat est le fruit de la patience, de la conviction et de la ténacité. Il est vrai que depuis les dernières élections municipales de 2001 les mentalités ont évolué aussi bien dans la population que chez les élus. Les enquêtes du CSA auprès des jeunes parents sur leur choix de scolarité et de la mairie sur la perception de l'action municipale ont toutes

deux montré que 2/3 des habitants bayonnais étaient favorables à la langue basque. Parallèlement le travail politique au sein de la majorité a également fait évoluer les positions. Enfin la collaboration avec l'Office Public Euskara a permis d'avancer sur un plan d'actions qui s'inscrit logiquement dans le projet de politique linguistique du Pays Basque nord.

Le succès de cette convention dépendra en partie de l'encouragement politique et de la motivation du personnel municipal. Êtes-vous optimistes ?

L'optimisme est une obligation en politique. Le conseil municipal du 14 déc 2006 a voté pour cette convention à l'unanimité. C'est dire à quel point il y a une volonté partagée d'avancer dans ce domaine. L'important avec cette délibération c'est l'engagement de la mairie vers le bilinguisme, une première à Bayonne ! Bien entendu il faudra être attentif à son application. Les services municipaux quant à eux sont prêts à travailler. Les plus concernés ont d'ailleurs été consultés durant la préparation de la convention.



Aitor Arandia

La population bayonnaise sera-t-elle satisfaite de ce pas en avant ?

Je n'en doute pas une seconde. L'attachement au Pays Basque est fort. La culture basque est très présente que ce soit par le travail de nombreuses associations, les fêtes, le Musée Basque ou les écoles où on apprend en basque. Pour ce qui concerne les nouveaux venus, et ils sont nombreux (10% de plus en 5 ans) la langue basque est perçue comme un vecteur d'intégration, une valeur positive.

N'est-ce pas un nouvel exemple de l'intérêt d'être membre d'une majorité municipale ?

Il est évident que pour faire avancer des dossiers il faut être dans la majorité. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi travailler, montrer ses compétences et faire preuve d'exigence, de volontarisme tout en respectant les règles d'un fonctionnement collectif où chacun n'est pas libre de faire qu'il veut. Quels que soient les bords politiques on ne peut pas être d'accord sur tout, c'est pourquoi en démarrant un nouveau mandat il est important de se fixer quelques objectifs clairs et agir dans le temps sans dévier de son chemin.



L'euskara à Bayonne

Dans le cadre d'une convention avec l'Office public de la langue basque signé le 21 décembre dernier, la ville de Bayonne s'engage en faveur de l'euskara. Elle développera l'usage du basque dans les documents de communication édités par la ville, résumés d'articles dans le bulletin municipal, les dossiers de presse, dans les différents dépliant, dans les imprimés administratifs, traduction des différentes pages du site internet de la ville. Le basque sera présent dans la nouvelle signalétique urbaine renouvelée ou présente dans les nouveaux bâtiments communaux, insertion progressive du basque dans la signalétique directionnelle, budget pour définir et mettre en oeuvre une signalétique en basque dans les lieux les plus emblématiques comme le musée basque, le stade Jean Dager...

La formation du personnel communal sera favorisée pour l'apprentissage et le perfectionnement en basque. La ville relatera la politique linguistique définie par l'Office public de la langue basque essentiellement dans l'éducation, les services à la petite enfance. Un poste technique sera créé pour concrétiser ce programme.

Le gascon bénéficiera également de cette nouvelle politique linguistique municipale.



Le basque pas encore à Paris mais déjà à Bayonne

Le basque plus sûr que l'anglais

Il y a deux semaines à Paris, le député breton UMP Marc Le Fur déposait un nouvel amendement visant à modifier l'article 2 de la constitution française qui empêche actuellement l'utilisation co-officielle des langues régionales sur le territoire français. Sa proposition n'a pas été retenue mais l'écart entre ses partisans et les tenants de l'incongruité franco-turque en matière de (manque de) liberté linguistique s'est réduite : 44 voix contre 57, soit 13 députés de différence, réduisant de moitié l'écart de sa dernière tentative. Une évolution intéressante au regard des débats qui parcourent le Pays basque où l'on remarque la même tendance.

La population est de plus en plus attachée à la spécificité culturelle et linguistique de la région où elle vit (sans en être nécessairement originaire d'ailleurs) et les élus locaux ont décidé d'accompagner ce sentiment de mieux en mieux structuré et de plus en plus répandu.

C'est dans cet esprit que la capitale administrative du Pays basque a décidé de développer l'usage du basque en approuvant une convention signée il y a quelques jours entre la ville de Bayonne et l'Office public de la langue basque. Sous l'impulsion d'Aitor Arandia, un programme concret et rapidement réalisable dont vous trouverez les détails sur la page ci-contre sera mis en œuvre.

Au-delà du symbole fort pour cette ville vers où se tournent les regards, il y va de l'adaptation de cette terre et de sa capitale aux enjeux européens et de son entrée dans un monde multiculturel et plurilinguistique. Les modèles anciens monolingues sont dépassés, le bilinguisme est une nécessité aujourd'hui pour celui qui veut vivre avec son époque.

Mais pourquoi ne pas avoir choisi l'anglais ou l'espagnol rétorqueront toujours certains en quête de faux fuyants ? Eh bien, tout simplement pour la raison suivante : si l'immersion linguistique, que la pratique effective du basque rend possible en Pays basque, a fait ses preuves scientifiquement, l'initiation précoce, qui serait la seule possibilité pour l'anglais ou l'espagnol, n'est pas totalement reconnue par les experts de l'Education Nationale comme une garantie de succès dans l'apprentissage des langues aussi net que l'immersion.

Il faut donc s'en tenir sagement à un principe de précaution, ce que chacun comprendra facilement car l'avenir des futures générations ne saurait souffrir d'expérimentations à l'aveuglette. Il faut donc choisir d'aider le basque et de ce fait la possibilité de l'immersion qui a clairement montré ses résultats. Une reconnaissance un peu plus officielle contribuera certainement à ce climat propice et facilitera cette immersion efficace.

En conclusion, Bayonne, à travers toutes ses sensibilités politiques représentées, a fait le choix de l'humanisme pour demain, car, comme le dit le proverbe slovaque, plus on connaît de langues, plus on est humain...

Bonne année à tous. Urte berri on deneri.





Baiona en basque !

Une fois n'est pas coutume, c'est l'unanimité qui a prévalu au dernier conseil municipal de Bayonne lors du vote de la délibération concernant la signature d'une convention entre la commune et l'office public de la langue basque. C'est notre ami Aitor Arandia, membre de la majorité municipale mais aussi porte parole d'EAJ-PNB, qui présentait cette délibération. En signant cette convention, la commune s'engage en faveur du développement de la langue basque dans plusieurs secteurs : la signalétique, les documents de communication, la formation du personnel communal... Signée pour trois ans, cette convention est « riche de projets concrets » estime Aitor Arandia pour qui elle traduit une « volonté politique d'aller de l'avant ». En tout cas, c'est la première fois que la capitale historique du Pays basque s'engage si ouvertement en faveur de l'euskara.

Plus de la moitié !

24 035 signatures sur les 46 000 souhaitées, c'est le nombre de signatures recensées au 19 décembre par le collectif Batera. Soit 52% de l'objectif total. C'est une victoire pour ceux qui veulent que le débat sur la création d'un département Pays basque soit tranché par un référendum. Mais ce n'est pas encore suffisant, puisqu'il faut atteindre le seuil de 46 000 signatures (soit 10% des électeurs inscrits du département actuel) pour que le Conseil général soit dans l'obligation de se saisir de la question. Pour y arriver, des « journées pétition » sont organisées comme à Donibane Lohitzune le 16 décembre dernier (857 signatures de plus en une journée !) et Baiona le 23 décembre.

Excellence rurale

3 zones du Pays basque se sont distinguées lors de la récente attribution de pôles d'excellence rurale par le gouvernement français: la région de Kanbo pour son projet de valorisation des activités de santé, la Soule Xiberoa et la zone de l'Adour maritime pour leur projet de développement écotouristique. Grâce à l'obtention de ce label « pôle d'excellence rurale » ces trois zones devraient recevoir des aides supplémentaires pour leurs projets. Voilà qui ne doit pas faire plaisir au conseiller régional béarnais Georges Labazée qui, voilà peu, s'insurgeait contre le favoritisme dont serait, selon lui, bénéficiaire le Pays basque en matière d'aides publiques. Et curieusement un seul projet béarnais, celui du Haut-Béarn autour d'Oloron Ste Marie, a été retenu. Peut-être faudrait-il tout simplement que certains élus béar-

nais prennent davantage à cœur le montage de leurs dossiers plutôt que de lorgner sur la réussite de leur voisin...

Un ticket Lucbéreilh/ Inchauspé

A l'occasion des élections législatives de l'an prochain, la surprise pourrait venir d'un tandem qui ambitionne de prendre le siège du député UDF Jean Lassalle dans la 4ème circonscription. C'est le maire d'Oloron Ste Marie, Hervé Lucbéreilh suppléé par Beñat Inchauspé le conseiller général d'Hasparren qui sont sur les rangs.

Ce tandem présente un double avantage : respecter les sacro-saintes règles dans cette circonscription (un basque/ un béarnais, un gauliste/ un centriste) et bénéficier d'un candidat très connu en Pays basque. Ce qui n'est pas négligeable à l'heure où les socialistes se sont privés d'un candidat reconnu, Frantxo Maitia, préférant choisir un tandem inconnu en Pays basque Jean Pierre Domecq/ Monique Marcadé.

Du côté des abertzale, un candidat unitaire et bien implanté pourrait créer la surprise en raflant des voix socialistes orphelines de Maitia. D'autant que tous ses adversaires sont béarnais...

A l'UDF, on imagine mal Jean Lassalle repartir avec son suppléant précédent, Jacques Coumet, qui a été battu au conseil général par... Beñat Inchauspé. Du coup, la liste des suppléants potentiels qui soient basques et de poids s'amenuise dangereusement pour le député sortant...

La parole aux langues

Les trois députés du Pays basque, Jean Grenet (Vème circonscription) et Daniel Poulou (VIème) ainsi que Jean Lassalle (IVème), se sont associés à l'amendement du député breton Marc Le Fur qui visait à faire reconnaître nos langues régionales en France.

Et comme les fois précédentes, en ce 13 décembre, la majorité des députés présents à l'assemblée nationale a rejeté cet amendement par 57 voix contre 44.

On notera que les portes parole du parti communiste et du parti socialiste se sont prononcés contre cet amendement, ce qui n'a pas empêché certains députés de gauche de voter favorablement.

Une fois encore, malheureusement, on ne peut que constater qu'entre les discours des dirigeants de partis et les faits c'est toujours le grand écart. Et regretter également que nos langues régionales soient trop souvent prises en

otage par le clivage droite/ gauche. Si l'amendement avait été déposé par un élu PS nos deux députés UMP l'auraient-ils voté ?

Ikas reconnu

Cela fait longtemps que le centre pédagogique Ikas ?uvre par ses propres moyens pour la production et la diffusion de livres et documents à destination des scolaires. Mais désormais, grâce à la convention qui vient d'être signée avec l'éducation nationale et l'office public de la langue basque (OPLB), Ikas est reconnu comme un acteur « de service public en matière de production, d'édition et de diffusion de matériel pédagogique en langue basque ».

Cette reconnaissance officielle est d'autant plus intéressante qu'elle s'accompagne de la mise à disposition de moyens nouveaux pour Ikas : deux enseignants sont détachés pour une durée d'au moins 4 ans et une subvention annuelle de 142 000 euros permettra d'aider à assurer le fonctionnement.

Ce développement d'Ikas pourra accompagner l'un des buts que s'est fixé l'OPLB : étendre l'offre de l'enseignement bilingue.

Le Conseil général aussi

Décidément l'office public de la langue basque est sur tous les fronts. Il vient de signer une convention avec le Conseil général en faveur du développement de la langue basque. Il est vrai que le département s'était déjà impliqué dans la reconnaissance de l'euskara notamment avec la mise en place de la signalétique bilingue au bord des routes départementales (même si beaucoup reste à faire, un signal fort était donné).

Reste à savoir comment se traduira cette convention dans les faits : si c'est pour se féliciter de la publication d'une demi-page en basque dans le bulletin du Conseil général, c'est peu. Mais si c'est pour généraliser la signalétique bilingue et appuyer l'utilisation de l'euskara dans les services départementaux, c'est mieux. Affaire à suivre...



Donibane Lohitzuneko batzokiaren bizia

Orain duela bi urte Donibaneko biltzarrak bere batzoki zaharra uzten zuen berri baten hartzeko, baina ez urrun. Mirande karrikatik, Euskaldun ongi ezagutua den Agustin Chahoren karrikara joaiteko.

Gure biltzarrak bere bilkurak hilabeteko lehen larunbatean egiten ditu. Gero, toki eder hori biziartzeko "Donibaneko batzokia" deitzen den elkarteak ekintzak muntzen ditu, hilabete guziz. Hala nola, Josu Jon Imaz konbidatu ginuen Euskal herria eta Europa aipatzeko. Ondoko hilabetean, Jean Claude Larrondek mintzaldi bat eman zuen, ikurinarene istorioa kontatzeko.

Urtarrilan, "xotx gaua" ospatu ginuen, sagardotegi afari batekin: berrogoi lagun elgarretaratu ziren giro on batean.

Mintzaldiak eta besta

Primaderan, Mikel Duvert "Euskaldunen etorburu"-ren gaia aipatzerat etorri zen. Hilabete bat geroxago, batzokiak Claude Labat erakasle ongi ezagutua, errezebitu zuen. Talde polit bat bildu zen haren inguruan. mintzaldi interesgarri batean eskual mitologia aurkeztu zuen.

Beraz Basajauna ezagutu ginuen: haranen zolan, mendietan eta oihanetan bizi zen. Mistro iledunaren itxura zuen baina gizon baten aurpegiarekin. Indartsua zen baina maingua. Artaldeak babesten zituen otsoen aurka. Ardiek ongi ezagutzen zuten, ez ziren hartaz beldur. Artzainak lasaiki lo egiten-ahal zuten jakinez ardiak ongi zainduak zirela. Bertze mitologiko izaiteak ere aipatu zituen: Pirineko elezaharretan ere agertzen zirenak izen desberdinekin: laminak, emazteen gorputza zuten baina oillo, ahateren zangoak edo arrainaren buztana zituzten. Mendietan bizi ziren; gizartearekin harremana onak zituzten laborariak, etxe eragileak laguntzen zituzten. Gauaz ibiltzen ziren errainuetik ihes egiteko.

Martxoan, Jose Antonio Aguirreren urteburua-arentzat, J.C. Larrondek gure lehen lehendakariaren bizia eta ekintza politikoak aurkeztu zituen. Ondoko igandean, aintzirako kaperan Olaeta abesbatzak parte hartu zuen, J.A. Aguirreren zenarentzat euskaraz emana izan zen mezan. Kaperatik lekora, J.A. Aguirreren hil hobiaren aintzinean omenaldi bat emana izan zen Miren Azkarate ministroaren parte hartzearekin. Ekainean Donibaneko bestak ospatu ginituen, denbora arrunt txarra izanki poteorik ezin egin karriketan ez ginen triste gelditu, paella on bat

jan ginuen Anderek egina. Gure kantuekin iduzkia sort-arazi ginuen mahai kideen bihotzean.

Uda honetan, ikastaldi bat iragan zen aste batez. Ikasgaiak, Irune Oiaso museoaren bisita eta bertze ateraldi batzuenak euskaraz gertatu ziren.

Gure historiaz jabetzen

Azaroan, interes handi batekin Maite Lafourcade mintzaldia, "1789eko iraultzaren aintzineko euskal gizartea" entzun ginuen. « Democratie participative » batzuek deitzen dutena orain, aspalditik Euskal herrian erabilia



Jean Marc Quijano,
Donibaneko biltzarraren
lehendakari ohia

zen. Herri bakotxean, etxeko jaunak elizan elkartzeko ziren jaun erretorarik gabe herriko gaien eztabaidatzeko eta bozkatzeko. Gero, Ustaritzeko biltzarrerat bere ordezkariak igortzen zituzten bere boterekin.

Azkenean, abendoan, J.C. Larronden "Euskal herria eta Iraultza frantsesa" deitua zen mintzaldiarekin urte kulturala amaitu dugu. Ikasi ditugu ez diren eskolako liburuetan sekulan aipatzen gertakariak hastapenean Euskaldunak ez ziren iraultzaren kontra baina laster ohartu ziren lanjerra ekartzen-ahal zuela. 1790 eko agostuaren 4ean, Eskual Herriaren konstituzioak, Ziberu, Lapurdi, Baxe-Nafarroakoak ezabatu zituzten. Gero, departamenduak sorrarazi zituztelarik, Euskaldunek pentsatzen zuten euskal departamendua ukanen zutela baina ez zuten lortu. "Basses Pyrénées" deitu zutena moldatu zuten Bearna Euskal herriari lotuz. Baionak

ere ez zuen erreusitu gune nagusia izaitea Paue izan zen autatua, lekuko biltzarrekin hizketatu gabe.

"Terreur" deitua zen aroan, Sara, Azkaine eta Itxasuko biztanleak lehenik arrastatuak izan ziren eta bertze eskualde batzura eremanak izan ziren, bere etxeak eta ontasunak bahitu izanik. Geroxago, Ezpeleta, Ainhoa eta Zuraidekoek gauza bera ezagutu zuten bere sustengoa ez baitzuten aski azkarki ekartzen iraultzako agintariari.

Xehetasun geiago bertzaldibatean izaten-ahalko dituzue.

Ikusten-ahal duzuen bezala, Donibaneko batzokiak euskara, Eskual Herriko historia, kultura eta bizia ezagutarazi nahi ditu, luzaz bizi diten!

Gaxuxa



Maite Lafourcade-ren mintzaldia



“Le Québec : une nation dans un Canada uni”

Le Premier ministre fédéral, Stephen Harper, vient de provoquer un séisme politique en proposant à la Chambre des Communes d'Ottawa l'adoption d'une motion reconnaissant que les “Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni”. Le Parlement fédéral a approuvé cette motion, étonnante, par 266 voix contre 16.

Retour sur image, pour comprendre cette volte face du parti conservateur, au pouvoir à Ottawa : depuis plusieurs semaines, la bataille faisait rage au sein de l'autre grand parti canadien, le Parti libéral du Canada. Une lutte interne opposait Michael Ignatieff, leader de l'aile québécoise du parti, et Bob Rae, chef de file des anglophones, fondamentalement fédéralistes, c'est à dire hostiles aux thèses souverainistes.

Dans le jeu subtil et à plusieurs bandes de la politique fédérale, le Bloc Québécois, rassemblement des souverainistes et minoritaire au Parlement d'Ottawa, faisait lui-même monter la pression entre les deux grandes formations canadiennes – Parti conservateur et Parti libéral, en présentant une motion radicale proclamant que le “Québec forme une nation actuellement au sein du Canada...”. Cette formulation ambiguë, tout en reconnaissant le fait québécois (en soi, rien d'original pour les canadiens !), laissait surtout entendre que le Québec pourrait à l'avenir être une nation... en dehors du Canada.

La motion perturbatrice du Bloc Québécois était rejetée massivement le 27 novembre, mais

atteignait son but en creusant les divergences à l'intérieur des deux partis fédéralistes. Pour prendre de vitesse l'évolution du Parti libéral, Stephen Harper décidait donc, un peu au forceps, de faire un pas supplémentaire en obligeant le Parti conservateur, et donc, le Parlement fédéral, à reconnaître – enfin de façon officielle – l'existence de la nation québécoise...

Stephen Harper, premier ministre canadien



Petite radiographie québécoise

Le Québec en chiffres :

6,7 millions d'habitants
80 % de francophones
87 % de catholiques

La vie politique québécoise :

La vie politique régionale se partage essentiellement entre “souverainistes” du Parti Québécois (André Boisclair, Gilles Duceppe) et “fédéralistes” du Parti Libéral québécois .

Les deux partis alternent au pouvoir dans la Belle Province. Le gouvernement régional est actuellement entre les mains de Jean Charest, leader du Parti libéral québécois.

Le Bloc Québécois a donc réussi à faire bouger les deux “géants” sur l'échiquier politique canadien en faisant clamer au nouveau et à l'ancien monde ce que chaque canadien savait déjà... que le Québec est une nation.

Ce succès politique est avant tout sémantique. Il ne s'entend qu'avec le verrouillage constitutionnel imposé par les libéraux et les conservateurs, puisque pour le moment, cette reconnaissance n'entraîne aucune conséquence juridique supplémentaire dans le débat intense qui oppose les souverainistes québécois et les fédéralistes de tout poil, y compris au coeur de la Belle Province.

Un vieux débat constitutionnel



André Boisclair,
leader indépendantiste

La question québécoise, c'est à dire son statut au sein du Canada fédéral, est ancienne comme le Canada lui-même. L'histoire canadienne est traversée de crises – le plus souvent pacifiques – qui agitent la vie politique et le cheminement constitutionnel de ce pays doublement étrange pour les continentaux européens.

En effet, pour bien comprendre l'originalité du système canadien, il faut s'intéresser un minimum au particularisme du Commonwealth britannique et au fédéralisme réel... autant de réalités parfaitement inconnues des Français par exemple, qui réagissent de façon affective et assez folklorique face à l'identité québécoise.

Sans remonter à la Guerre de Sept Ans (1763), au terme de laquelle Louis XV avait du abandonner toute souveraineté sur le Québec et les autres territoires “français” de l'Amérique du nord (Acadie,...), il faut simplement rappeler que le Québec fait partie intégrante du Canada, et a suivi son évolution au sein de la Couronne britannique, de simple “dominion” à celui d'Etat indépendant à l'intérieur du Commonwealth.

Mais le Québec n'est pas un pays comme les autres, ou plutôt, n'est pas

une “province” comme les autres, comme on dit au Canada : francophone, catholique, atlantique, elle n'a eu de cesse de se faire reconnaître en tant que “société distincte” et de trouver sa place au sein d'un Canada fédéral et majoritairement anglophone. Le nationalisme québécois, ou plutôt le “souverainisme” québécois n'est pourtant pas une idée si ancienne. C'est pourquoi, il ne faut pas juger la politique québécoise avec nos stéréotypes basques, espagnols ou français. Le fédéralisme canadien offre de multiples facettes et a prouvé sa capacité à évoluer, y compris vers une forme de “fédéralisme asymétrique”, que l'on pourrait comparer (avec prudence) aux autonomies de l'Etat espagnol.

La fracture institutionnelle est pourtant née du rejet par le Québec de la Loi constitutionnelle de 1982, approuvée par les autres provinces anglophones et proclamée par la reine Elisabeth II à Ottawa. Depuis lors, le débat constitutionnel a fait rage autour d'une question : comment faire adhérer la Belle Province à la réforme constitutionnelle canadienne ?

Les deux référendums sur la souveraineté du Québec sont venus marquer le tempo de ces déchirements constitutionnels, confirmant l'échec des tentatives de compromis fédéral (Accords du lac Meech en 1987, Accords de Charlottetown en 1992, Déclaration de Calgary en 1997).

En 1980, devant la lenteur des réformes constitutionnelles fédérales, mais aussi devant le risque de “souverainisation” des libéraux québécois (principaux concurrents politiques du Parti Québécois), Robert Bourassa, leader indépendantiste, engage le processus sécessionniste, qui aboutit en 1980 au premier référendum sur l'indépendance. La contre attaque fédérale, menée par le Premier ministre canadien, Pierre Elliot Trudeau, porte ses fruits puisque les Québécois rejettent le projet de sécession par 59,1 % des voix. Mais les souverainistes ne s'estiment pas vaincus...

Le retour du Parti Québécois au pouvoir à Montréal, en 1994, relance le processus référendaire. Le 30 octobre 1995, les Québécois sont amenés à se prononcer sur un projet de souveraineté/association avec le Canada. L'indépendance est rejetée à une très courte majorité de 50,6 %.

La motion Harper, votée en novembre dernier par le Parlement fédéral, ne règle rien, car il s'agit maintenant de lui donner un sens et un contenu institutionnel, ce que les Québécois appellent avec beaucoup de saveur, “l'enchâssement constitutionnel de la nation québécoise...”

Et de son côté, la camp souverainiste ne renonce pas à un troisième référendum pour le Québec.



Contre-vérités et mauvaise foi

Vu de l'extérieur et notamment de Bruxelles, les dirigeants politiques français restent sans équivalents en Europe en matière de mauvaise foi qui tourne souvent à la démagogie ; en voici deux exemples significatifs.

La Banque Centrale Européenne (BCE), située à Francfort, a annoncé début décembre la hausse d'un quart de point des taux d'intérêt pour faire face aux risques de dérapage inflationniste. Cette décision a provoqué des réactions très virulentes notamment de la part des principaux candidats à la présidentielle en France, stigmatisant les méfaits d'un euro fort, le statut de la BCE ainsi que la politique monétaire qu'elle conduit.

(à l'image de la Banque Centrale américaine qui rend régulièrement des comptes au Congrès) sans pour autant remettre en cause son indépendance. Car finalement, le cœur du problème ne réside-t-il pas surtout dans l'incapacité des Etats-membres à se concerter au niveau européen sur une politique économique cohérente ou une stratégie industrielle digne de ce nom ?

Il n'est pas certain que ce « patriotisme économique » soit à la hauteur des enjeux qui sont désormais posés par la mutation mondiale qui s'est engagée. La Chine et l'Inde veulent accéder à la prospérité économique et à leur place dans l'ordre international ; les Etats-Unis défendent bec et ongles leurs intérêts (industriels et agricoles) ; la Russie renaît de ces cendres en faisant de ses richesses gazières et pétrolières une véritable arme politique et économique. Face à ces défis, la réponse ne peut être qu'européenne, par la constitution de grands groupes européens plutôt que par la construction de « champions nationaux ».

Un bouc émissaire facile

Une fois de plus, l'Europe, l'euro, les technocrates de Bruxelles sont la cause de tous nos maux...mais cette désignation facile du coupable n'a guère de sens.

La BCE est montrée du doigt car elle reste obnubilée par la maîtrise de l'inflation. Contrairement à ce que l'on entend, cela n'est pas imputable au statut de la BCE (indépendante des pouvoirs politiques) mais bien aux traités européens eux-mêmes qui n'ont donné à la BCE que la mission de stabilité des prix ; il est donc logique qu'elle prenne les dispositions nécessaires à lutter contre l'inflation ...et la vigilance en la matière est plus que jamais nécessaire dans une période où le niveau de pouvoir d'achat n'est pas au plus haut (pour le maintenir ou le faire progresser, soit il faut augmenter les salaires – ce qui n'est pas forcément d'actualité -, soit il faut faire en sorte que les prix ne s'envolent pas). Par ailleurs, un euro fort permet d'acheter le pétrole moins cher et puis, soyons honnêtes : actuellement, c'est moins l'euro qui monte que le dollar qui s'effondre.

Par ailleurs, la capacité de la France à développer une meilleure croissance économique serait bridée par cette politique monétaire européenne très contraignante et qui freinerait les exportations à cause d'un euro trop fort. Argumentation séduisante de prime abord ... mais comment se fait-il que l'Allemagne évoluant dans le même cadre et donc soumise aux mêmes contraintes, voit ses exportations augmenter alors que la France voit son déficit commercial se creuser inexorablement ? C'est oublier un peu vite qu'en Europe, la politique économique est avant tout de la responsabilité des Etats-membres.

Dès lors, plutôt que de stigmatiser la toute-puissance de Francfort, ne faudrait-il pas plutôt renouer le fil de la confiance entre la BCE et les gouvernements des pays de la zone euro, rééquilibrer les pouvoirs en faisant en sorte que la BCE se dote d'interlocuteurs politiques

Une nouvelle ligne Maginot

Ces derniers temps, la France s'est illustrée par le retour en force du protectionnisme économique. Selon un sondage récent, les français apparaissent, parmi tous les européens, les plus angoissés par la mondialisation (72 % y voient d'abord une menace pour l'emploi et les



Siège de la Banque centrale européenne

entreprises du pays). Les dirigeants politiques ont recours de plus en plus à l'attirail protectionniste (qui jusqu'à présent était surtout l'apanage de l'extrême droite), ce qui fait même dire à certains que la France risque de s'engager dans un virage isolationniste.

Ces évolutions conduisent à une certaine schizophrénie où on trouve tout à fait normal d'être le premier investisseur en Pologne mais où on a peur du plombier polonais ; où tout le monde se réjouit que des grands groupes français comme EDF ou Paribas prennent des contrôles d'entreprises en Italie mais où on se précipite pour fusionner GDF et Suez afin de faire face à la menace d'une OPA de l'italien ENEL !



XORROTX

Blague belge. Cette fois, Johnny Hallyday n'y est pour rien. C'est la télévision belge elle-même qui s'est amusée à monter un HENORME canular avec son présentateur de J.T. vedette. Ils ont interrompu une émission pour diffuser un flash info spécial annonçant que la Flandre venait de proclamer unilatéralement son indépendance, que le roi était parti en exil, et que donc la Belgique n'existait plus. Rien que ça ! Le faux flash aurait duré une demi-heure avec force reportages bidons, résultat : la panique chez la grande majorité des Wallons qui se retrouvaient du même coup eux aussi indépendants sans l'avoir demandé (c'est pas aux Basques que ça arriverait !) Cet état, créé artificiellement et difficilement après la chute de l'Ogre napoléonien, est, on le sait, sous assistance respiratoire depuis longtemps. La Belgique, c'est un peu le département des Pyrénées-Atlantiques de l'Europe. L'un est composé de Béarnais et de Basques, l'autre de Wallons et de Flamands ; dans les deux cas contre la volonté d'une des deux composantes : les Basques ou les Flamands. Jusqu'à quand ces deux institutions : un département et un Etat Fédéral, vont-ils mener cette vie schizophrénique ? Il serait bien étonnant si, comme nous l'espérons, l'union européenne progresse à nouveau, qu'elle garde en son sein bien longtemps ces deux anachronismes non démocratiques !



La Révolution française au Pays basque.

(Suite)

Certains historiens ont insisté sur l' « acceptation » des Basques, leur « loyalisme ». Mais que pouvaient-ils faire ? Il vaut mieux parler de résignation, résignation qui se transforma en hostilité après le vote, le 12 juillet 1790, de la Constitution civile du clergé.

La majorité des prêtres du Pays basque refusèrent de prêter le serment exigé de fidélité à la Nation, à la loi et au roi. Réfractaires ou insermentés, ils vivaient en semi-clandestinité, protégés par les habitants, fidèles à leur foi traditionnelle. Les pouvoirs publics leur faisaient une chasse sans trêve ni merci. La délation, encouragée par des espèces sonnantes et trébuchantes, allait bon train, et ceux qui avaient donné asile à un prêtre réfractaire étaient arrêtés. Expulsés du territoire, sur ordre d'un arrêté du département du 4 janvier 1792, repris par la loi du 26 août, beaucoup se réfugièrent en Espagne, tel l'évêque de Bayonne, Mgr. Pavée de Villevielle, qui se réfugia au monastère des Prémontrés d'Urdax.

Contre les prêtres constitutionnels

L'arrivée des prêtres constitutionnels, la plupart étrangers au pays, élus comme les administrateurs civils, n'éveilla que suspicion et mépris. Les Basques n'allaient pas à leurs offices et désertaient les églises. Ils se rendaient aux offices clandestins des prêtres exilés qui venaient la nuit effectuer leurs célébrations dans des granges ou chez l'habitant et n'hésitaient pas, malgré le danger, à franchir la frontière pour des mariages ou des baptêmes. Ils préféraient garder un cadavre plusieurs jours chez eux, plutôt que d'accepter une cérémonie officinée par un prêtre intrus.

La majorité des Basques entrèrent ainsi en résistance passive vis-à-vis des révolutionnaires « antichristianistes ». Ils écrivirent des chansons anti-révolutionnaires, bravant les dangers de la répression. L'une d'elles traitait de l'évêque constitutionnel Sanadon et exprimait tout le mépris dans lequel le tenait la population locale ; une autre, « Apez juratuak », nommait les uns après les autres ces faux prêtres et leur conseillait de revenir à la foi traditionnelle ; la chanson « Artzain ardi jalea dantzari » menaçait ces mauvais prêtres qui risquaient de « tirer la queue de galtzagorri », de danser avec lui un jour, s'ils ne renonçaient pas au mauvais chemin pris...

La fureur antichrétienne atteignit son paroxysme sous la Convention, qui s'ouvrit le 10 août 1792 et prit fin le 9 thermidor an II (27 juillet

1794) avec la chute de Robespierre. Révolution jacobine, durcie, passionnée, radicale, elle fut menée par des doctrinaires d'un parti de combat ; une minorité de partisans mirent la force au service de la cause de la République. Ce fut une véritable dictature.

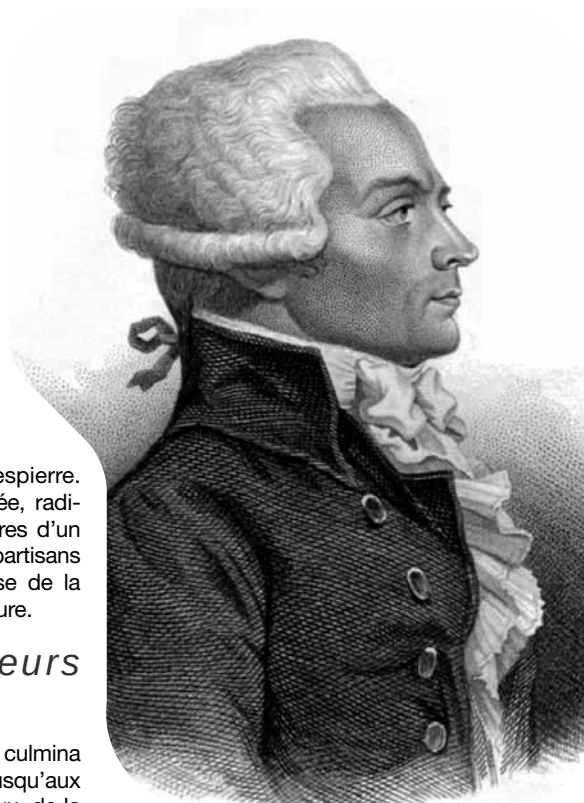
Les premières fureurs du jacobinisme

La déchristianisation de la société culmina à partir de l'été 1793. Il fallait détruire jusqu'aux moindres survivances du passé religieux, de la « superstition » et du « fanatisme ». Les croix et les statues des saints furent systématiquement détruites. Les églises furent dépouillées de tous leurs emblèmes religieux et de leurs biens précieux ; elles restèrent désaffectées pendant plusieurs années, servant d'hôpitaux, de prisons ou de camps de concentration. À Bidarray, le Christ fut fusillé ! À Hasparren, on brûla sur la place publique le dais, les habits sacerdotaux, les statues... À Urt, on fit un feu de joie avec les statues du retable... Les objets du culte en argent furent portés à l'hôtel de la monnaie à Bayonne, les cloches furent envoyées à la fonderie pour servir à la fabrication des canons... À Itxassou, les vases précieux qui avaient été offerts à la paroisse en 1645 par un riche négociant de Séville, natif de ce village, furent sauvés grâce au courage du sacristain qui supporta les pires supplices et ne révéla pas où ils étaient cachés...

Les communes qui portaient un nom de saint furent débaptisées : Saint Jean de Luz devint Chauvin Dragon, Saint Jean Pied de Port Nive franche, Saint Jean le vieux Franche, Saint Palais Mont Bidouze, ... Toutes les traces de l'Ancien Régime dans les noms des places et des rues disparurent...

Un peuple hostile au nouveau régime

Cette folie destructrice finit d'exaspérer la population, par ailleurs en proie à de graves difficultés économiques. Aussi n'est-il pas étonnant que, lorsque la patrie fut déclarée en danger, peu de volontaires au Pays basque se soient enrôlés pour la défendre. Et quand, après l'exécution de Louis XVI, l'Europe royaliste se coalisa pour lutter contre la France républicaine et que la levée en masse de tous les hommes valides fut décrétée le 23 août 1793, de nombreux basques s'enfuirent en Espagne et ceux qui avaient été enrôlés par force désertèrent



Robespierre, leader jacobin

rent pour rejoindre leurs compatriotes. Certains émigrés, soldats déserteurs voire simples paysans, « dégoûtés des excès révolutionnaires » avaient rejoint en Espagne la légion Saint Simon, du nom du marquis qui la commandait, et se battaient contre l'armée républicaine.

Maité Lafourcade



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Comité de rédaction :
Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,
Jean BARENETCHE, Ramuntxo CAMBLONG,
Gilles CHOURY, Gorka, Christophe IRASSART,
Beñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238





La Corse : vers la paix ?

Au lendemain du colloque sur la paix organisé par le Parti de la Nation Corse, nous interrogeons Fabienne Giovanini, responsable de ce mouvement.

La trêve du FLNC Union des combattants a-t-elle encore un sens dans un contexte de regain de violence ? Le PNC, votre mouvement n'est-il pas en situation inconfortable ?

La trêve a été rompue, ne serait-ce que dans les mots, puisque plusieurs communiqués sont venus confirmer que la lutte armée se poursuivait. Depuis juillet 2003 et l'échec du référendum, l'État n'a qu'une seule ligne politique : la répression tous azimuts, jusqu'aux simples contrôles routiers qui se font avec beaucoup d'agressivité. Les arrestations de nationalistes sont brutales, impliquant les familles. La situation des prisonniers ne s'arrange pas. Le rapprochement, maintes fois promis dans les discours ministériels, n'est toujours pas effectif. Au niveau de l'assemblée de Corse, les deux gros blocs clanistes – UMP et radicaux de gauche – font obstacle à toute proposition nationaliste, et s'il n'y avait un intergroupe progressiste, le groupe Unione serait totalement isolé. La langue corse se porte de plus en plus mal, la spéculation foncière et immobilière bat son plein, la démographie bascule, la crise occupe tous les secteurs, identitaire, énergétique, économique, social, environnemental, politique... A Corsica ùn ne pò più ! (la Corse n'en peut plus). Dans une telle situation de blocage, la violence semble inévitable, d'autant que deux groupes se font concurrence pour occuper le terrain (FLNC Union des Combattants et FLNC du 22 octobre). Le positionnement démocratique du PNC est parfaitement clair dans l'opinion. Notre situation est inconfortable mais comprise. Les gens espèrent que nous apporterons une solution à ce problème de violence.

Le colloque sur la paix organisé par le PNC marque-t-il un nouvel espoir ?

Oui. Je le pense. Ce n'est pas la première initiative. L'église de Corse a engagé une démarche depuis plusieurs années qui s'est notamment concrétisée par un colloque le 25 mars dernier en présence d'un représentant de la Communauté de Sant'Egidio qui œuvre au règlement des conflits dans le monde. Le PNC participe à cette démarche de l'église qui regroupe plusieurs tendances politiques. La recherche d'une solution politique négociée est un des fondements de notre parti. Le PNC (et l'UPC qui l'a précédé) y travaille depuis longtemps. Un élément marquant a été la venue lors de la journée d'Arritti 1999, de John Hume, prix Nobel de la Paix irlandais. Depuis, nous n'avons cessé nos initiatives et nos déplacements en Irlande du Nord et en Euskadi. Nous

avons accueilli à plusieurs reprises des représentants du gouvernement basque. Joxe Mari Munoa est devenu en quelque sorte l'ambassadeur de la cause du peuple basque en Corse. Le 25 novembre, il était accompagné de Josune Ariztondo qui nous a fait l'honneur de sa présence ainsi que Martin Aramburu, représentant d'EA. C'est dire notre intérêt pour ce qui se passe en Euskadi. Ce colloque sur la paix* a rassemblé beaucoup de monde et surtout un public diversifié, nationalistes et non nationalistes, avec de nombreux élus, conseillers territoriaux, conseillers généraux, maires, élus consulaires, des groupes progressistes, des associatifs, des représentants de la démarche de l'église, de la Ligue des droits de l'homme etc. De nombreuses personnes ne pouvant être présentes ont salué l'initiative. Tout ceci démontre une attente au sein du peuple corse. Il faut poursuivre ces tentatives de dialogue et faire aboutir une démarche interne à la société corse de sorte à pouvoir poser correctement le problème à Paris.

Le gouvernement français actuel est-il aussi réactionnaire qu'en Pays basque à l'égard des revendications nationalistes ? Qu'attendez-vous des prochaines échéances électorales ?

Je ne crois pas qu'on ait eu un gouvernement aussi réactionnaire et sécuritaire que ne l'ait le trio Chirac-Villepin-Sarkozy. Cela provoque un contexte tendu d'où peuvent naître des situations graves. C'est irresponsable quand on sait l'histoire et la situation économique et sociale de la Corse. La crise identitaire, 25.000 précaires recensés, soit 9% de la population de l'île, le coût de la vie – nous sommes parmi les régions les plus chères de France avec les salaires parmi les plus bas – l'État faillit à tous ses devoirs, l'Université par exemple risque d'être mise sous tutelle parce qu'il ne remplit pas ses engagements, etc.

Avec la Fédération Régions & Peuples Solidaires, nous misons sur l'alternance à gauche en 2007. Notre partenariat avec les Verts français s'est conforté, nous avons signé une déclaration commune en 2005 et nous avons la même démarche vis-à-vis du PS. Nous y défendons un chapitre sur la Corse qui réclame la réouverture d'un dialogue qui pourrait prendre la forme d'une « Convention pour l'avenir de la Corse ». Un peu comme la Convention pour l'avenir de l'Europe, rassemblant institutionnels et élus, mais aussi représentants de la société civile, de manière à instaurer un débat très large, sans tabou et sans a priori. Nous croyons en la force du dialogue et nous som-

mes persuadés que si une telle démarche est mise en place, elle est en mesure d'apporter un apaisement et pourquoi pas, une solution au problème corse. Et la droite ne pourra pas s'en exclure.

L'union des nationalistes corses a-t-elle créé une réelle dynamique électorale et un nouvel élan donné au nationalisme corse ?

Oui, en 2004. Depuis, les contradictions du nationalisme entre les partisans de la violence et le PNC qui la rejette comme moyen de lutte se sont accentuées. Beaucoup à cause de l'attitude du clan et de l'État qui n'ont pas favorisé le contexte de dialogue et qui ont refusé la « politique de la main tendue » proposée par Unione Naziunale dès le lendemain de l'élection. Aujourd'hui, le nationalisme est sans stratégie, les démarches sont peu lisibles, la situation de la Corse s'aggrave mais divisés sur la méthode, nous ne sommes pas en capacité d'y apporter une réponse. C'est aussi le pourquoi de notre initiative de colloque, pour tenter de faire comprendre qu'il faut désormais « se mettre en configuration de paix », et non se figer en déplorant une situation bloquée. Surtout à la veille d'échéances importantes, comme le sont les élections présidentielles, législatives, et municipales. C'est à nous de prendre des initiatives pour instaurer un climat propice au dialogue.

Quelles sont les conditions d'une progression du vote nationaliste en Corse ?

La confiance. Tout simplement. Il faut redonner confiance à notre peuple. Cesser de brouiller les messages, travailler à la cohérence du mouvement national et répondre aux attentes des Corses. Ils ne sont pas plus compliqués qu'ailleurs, ils veulent vivre en paix et en harmonie avec leur territoire, bénéficier du progrès tout en vivant pleinement leur identité. Mais c'est trop difficile à comprendre depuis Paris !

Vous pouvez vous procurer le n° spécial d'Arritti rendant compte largement des interventions et débats de ce colloque en appelant le 04 95 32 65 78 (arritti@wanadoo.fr)



L'agriculture en Pays basque



Lors du précédent numéro, nous donnions la parole à Jean Michel Anxolabehere de la FDSEA et Christian Harlouchet d'ELB, responsables des deux principaux syndicats présents en Pays basque pour nourrir le débat des prochaines élections professionnelles à la Chambre d'Agriculture. En tant que parti politique engagé dans la vie de ce territoire, nous souhaitons apporter notre éclairage sur ce secteur économique prédominant en Pays basque intérieur.

Une agriculture basque inadaptée au modèle dominant

L'agriculture en Pays basque comme ailleurs a connu une évolution impressionnante en passant de l'autosuffisance alimentaire pour la maison familiale, l'etxe à l'ère de la commercialisation marchande. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, cela a entraîné une révolution mécanique, technique symbolisée par le tracteur soutenue par une politique agricole misant sur la quantité de production afin de sortir l'Europe de la pénurie alimentaire. La critique de ce modèle productiviste est montée en puissance à partir des années 70 lorsque l'autosuffisance était atteinte. Les revenus tirés de la hausse des volumes produits dans un contexte de stagnation ou de baisse des prix de vente avait pour conséquence l'élimination de paysans incapables de suivre le rythme imposé par l'agrandissement des exploitations, le volume des investissements. La création d'ELB à la suite du mouvement des paysans travailleurs est motivée en grande partie par cette critique du modèle productiviste. Depuis le début des années 80, la rivalité entre les deux syndicats est incessante. La FDSEA reste fidèle à un discours pragmatique gestionnaire dénonçant tout dogmatisme. Ce syndicat gère la chambre d'agriculture départementale. ELB défend le modèle d'une agriculture viable économiquement grâce à des filières de produits de qualité, à prix élevés, maîtrisées localement misant sur une forte plus-value. Ils ont créé sur le terrain un réseau d'associations pour mettre en oeuvre leur vision agricole : l'impulsion des syndicats d'appellation, le réseau Arrapitz et récemment Euskal Herriko Laborantza Ganbara. ELB a progressé élections après élections. En 2001, ce syndicat obtenait la majorité absolue en Pays basque avec 51% des voix.

L'agriculture basque a un avenir

Un cadre est désormais incontournable : une gestion durable de nos ressources. L'objectif essentiel est de pérenniser une profession en perte régulière d'effectifs. Sans paysan, c'est une ruralité, une histoire et une culture qui disparaît. Notre abertzalismo refuse cette fatalité. De nouvelles menaces apparaissent : baisse des aides européennes, hausse du foncier, des investissements, perte de la coutume de la transmission à un héritier unique par la force du cadre légal en vigueur hostile.

Une Chambre d'Agriculture Pays basque

Les atouts font-ils consensus : relative jeunesse des paysans grâce à un taux d'installation exceptionnel lié à une tradition locale, diversité des produits de qualité, attractivité de notre territoire qui bénéficie d'une image positive. Ils ont tous un point commun : le Pays basque. Aurions-nous une profession aussi jeune sans ces éléments culturels que sont le droit traditionnel de transmission, l'attachement à l'etxe ? Aurions-nous cette diversité de produits à connaître ou à redécouvrir sans l'utilisation du savoir faire et du patrimoine local ? La qualité de ces produits aurait-elle le même impact commercial si elle n'était liée à l'image véhiculée par le Pays basque ?

La diversité des agricultures bien réelle entre plaine, coteaux, montagnes ou campagne et zone péri-urbaine n'empêche en rien l'unité d'une agriculture Pays basque autour de ces atouts. Nous refuser la gestion de ceux-ci revient à nous priver d'une utilisation optimale de nos propres forces. Nous serons plus forts en gérant nous-mêmes nos propres instruments. Quelles sont les personnes les plus motivées par l'avenir de ce pays ? Les Basques eux-mêmes. Il n'y a aucun sentiment anti-Béarnais dans cela. Ils auraient eux aussi tout à

gagner à valoriser leurs atouts. L'argument de la faiblesse par la division avec les Béarnais n'a pas de sens. Autant créer une Chambre unique au niveau aquitain pour être plus fort. Le rôle majeur de ce type de structure est l'animation générée sur le terrain. Elle dépend avant tout de la qualité des hommes, de leur motivation pour susciter, accompagner des projets, conseiller les paysans, les autorités publiques, trouver des financements. Une Chambre d'Agriculture Pays basque aura assurément un budget inférieur à la Chambre d'Agriculture départementale. Moins de recettes, mais aussi moins de dépenses, car moins de paysans à gérer. Sa capacité d'action n'est pas liée à sa taille contrairement à l'argument bureaucratique classique, mais au dynamisme des hommes qui la composent. Nous n'avons plus de preuves à apporter en la matière. Nous sommes plus que jamais favorables à une Chambre d'Agriculture Pays basque pour ces raisons professionnelles et idéologiques.



Pour la pérennisation du métier de paysans

Si l'agriculture est une priorité du monde rural basque, tous les leviers pour faciliter l'installation de nouveaux paysans sont à activer : réhabilitation de la coutume sur l'héritage dans le